



## **AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Témoignage d'un missionnaire à propos de la réaction de la société civile face au chaos**

Bangui (Agence Fides) – Dans le chaos qui caractérise depuis longtemps la Centrafrique, la société civile s'organise afin d'assurer un minimum d'ordre et de garantir certains services essentiels. C'est le cas notamment à Bozoum, dans le nord-ouest du pays où, ainsi que l'indique le Père Aurelio Gazzera, missionnaire carme, la vie publique est gérée par un Comité de Médiation – composé du Secrétaire général de la Préfecture, du Maire, du Curé, d'un pasteur protestant, du président des Wali-Gala (les femmes commerçantes du marché local), des représentants de la MISCA (mission militaire africaine dans le pays) ainsi que de représentants d'ONG telles que la Caritas, Justice et Paix, MSF et la Croix Rouge. L'un des problèmes que le Comité doit affronter est celui de la présence d'une bande de soi-disant antibalaka (nom des milices ayant chassé les anciens rebelles de la coalition Seleka) qui cherche de dicter sa loi en ville.

Ce groupe, qui, selon le Père Gazzera, n'a jamais réellement combattu la coalition Seleka, a créé un certain nombre de barrages à l'entrée et à la sortie de la ville puis, sous le prétexte de la fin de la présence de MSF (Médecins sans frontières) a menacé le personnel de l'hôpital accusé d'avoir poussé l'ONG à quitter Bozoum. « Bien que le Comité de médiation et MSF aient précisé que le départ de cette dernière avait été concordé afin de permettre au personnel de l'ONG de s'occuper des lieux les plus en difficulté de la région (Bocaranga, Ngaudaye et Bang en particulier), les soi-disant antibalaka ont continué à se plaindre et à menacer le personnel de l'hôpital » indique le Père Gazzera. « Il est bon de rappeler que le personnel de l'hôpital de Bozoum a travaillé durant toute la période de crise sous la menace de la Seleka d'abord puis sous celle des Peuls et des musulmans et maintenant il travaille sous la menace des antibalaka ».

Le groupe a menacé l'infirmière faisant office de médecin et a bloqué la pompe à eau de l'hôpital – qui est à la disposition des malades et des habitants de la zone.

Face à cette situation, le Comité de médiation s'est réuni et a convenu entre autre de mettre en place un Comité de Sages afin de régler les conflits (vols, litiges etc.) et d'éviter que ces soi-disant antibalaka ne s'érigent en juges. Le Comité doit également rédiger une lettre au gouvernement afin d'attirer l'attention sur l'absence du Préfet et des autorités et de demander l'envoi de forces de l'ordre (gendarmerie et police) et d'ouvrir une ligne téléphonique à laquelle s'adresser en cas de problèmes, de vols ou de menaces. (L.M.) (Agence Fides 22/03/2014)